23 mai 2008 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-angolaises et sur la scolarité et le vote des Français à l'étranger, à Luanda le 23 mai 2008.

Mesdames et Messieurs,
Je voudrais tout d'abord vous remercier de m'avoir attendu debout dans cette cour, sous cette chaleur printanière.
Je voudrais vous remercier d'être ici en Angola, parce que si la France est un grand pays à la vocation universelle, c'est aussi grâce à ses deux millions de compatriotes qui, comme vous, vivent à l'étranger. Je voulais vous en remercier.
C'est particulièrement vrai ici, en Angola où votre présence a compté alors que les relations officielles entre l'Angola et la France s'étaient distendues, c'est le moins que l'on puisse dire ! Et vous, vous êtes restés là.
Durant les années de guerre qu'a traversées l'Angola, bon nombre d'entre vous ont su continuer à travailler en confiance avec les Angolais. Je ne pense pas seulement au secteur pétrolier, je pense aussi à tous nos compatriotes qui ont courageusement mené leurs affaires dans de nombreux secteurs et traversé les temps difficiles aux côtés des Angolais.
Je veux vous dire ma reconnaissance car, sans vous, je n'aurais pas pu conduire la réconciliation si nécessaire entre les dirigeants angolais et les dirigeants français. Vous avez misé sur l'avenir de l'Angola et vous avez eu raison. Car l'avenir de ce pays est immense ! Français et Angolais, nous nous connaissons bien. Et il existe entre nous, Français et Angolais, une attente réciproque.
J'avais pris la mesure de cette attente, à notre égard, en rencontrant le Président DOS SANTOS à New York en septembre dernier, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. Le chef de l'Etat angolais m'avait dit alors son souhait de voir nos deux pays retrouver les rapports chaleureux qu'ils avaient toujours connus. C'est donc bien volontiers que j'ai accepté cette invitation. J'ai voulu faire ce déplacement vers Luanda pour accomplir un geste d'amitié à l'égard de l'Angola : pour manifester notre volonté de rétablir concrètement les bases d'une coopération nouvelle.
La France doit devenir un partenaire important dans l'Angola. Pour moi, c'est clair, la France doit devenir un partenaire de premier rang car, pour moi, la place de la France est au premier rang £ au deuxième, je serais déjà assez largement déçu. Donc l'objectif, c'est le premier. Si on n'a pas cet objectif, ici, dans ce lycée, on l'aura où ?
Je veux m'en expliquer devant vous, parce que l'Angola dispose d'un formidable potentiel humain économique. Formidable. L'Angola a tout pour réussir. L'Angola sera l'un des géants de l'Afrique. C'est donc forcément une perspective pour nos entreprises, pour nos technologies et donc pour l'emploi de nos compatriotes.
Mais il ne s'agit pas simplement de contrats entre nous. La relation entre la France et l'Angola est un enjeu stratégique, aux multiples facettes.
D'abord, c'est un pays proche de notre culture et, à bien des égards, de la langue française. En témoignent les nombreux élèves angolais ici présents, qui font de cette école, la vôtre, un pôle d'excellence à Luanda. Nous sommes très heureux d'y accueillir les élèves angolais. Compte tenu de l'environnement francophone d'Afrique centrale, les Angolais ont besoin du Français, tout naturellement. Et la France ne peut rester sourde à cet appel.

naturellement. Et la France ne peut rester sourde à cet appel.
Je dis d'ailleurs que j'ai donné instruction pour que l'on accélère les travaux d'agrandissement de votre lycée. Il y a un certain nombre de places qui manquent et j'ai demandé au ministre Alain JOYANDET - que je remercie de sa présence aux côtés d'Anne-Marie IDRAC - je leur ai demandé et je leur ai dit que j'étais derrière eux pour organiser les financements nécessaires à cet agrandissement. On ne peut pas vouloir la promotion du français et ne pas avoir d'ambition pour l'ensemble de nos établissements scolaires. Je dis d'ailleurs à notre ambassadeur que j'ai demandé au Président DOS SANTOS de nous aider à trouver un terrain car je souhaite la construction d'une nouvelle ambassade de France à Luanda pour manifester l'engagement sur l'avenir entre la France et l'Angola.
Mais l'enjeu qui me semble appeler le plus urgemment la France dans ce pays, c'est la reconstruction d'un pays détruit par une guerre civile de 30 ans, que certains d'entre vous ont d'ailleurs vécue.
Ce n'est faire injure à personne que de le constater, tout ici est à faire ou à refaire : les routes, les infrastructures, les ponts, les chemins de fer, les adductions d'eau, les écoles, les hôpitaux.
L'argent du pétrole est déjà affecté à cela, mais cela ne nous suffira pas à mener ces immenses chantiers £ l'Angola aura aussi besoin d'appuis extérieurs. J'ai dit au Président DOS SANTOS que la France est de retour avec l'Agence française de développement dont je vous annonce qu'elle reviendra, dès cette année, financer des projets ici et les assurances-crédits de la COFACE qui vont recommencer. Nous avons négocié, et il sera signé dans dix jours, un accord de protection des investissements. Tout ceci devrait stimuler énormément les échanges économiques et commerciaux entre nos deux pays.
Mais ce qui manque le plus à l'Angola, ce n'est pas l'argent, ce sont les capacités humaines, les compétences, le savoir-faire. L'avenir ici, comme partout en Afrique, passe par l'éducation. Il y a 475 millions d'Africains qui ont moins de 17 ans. La jeunesse du monde est ici en Afrique. La France doit parler à cette jeunesse et doit être à ses côtés.
En Angola, deux générations de cadres et une partie du savoir-faire ont été perdues. Je sais qu'une nouvelle université se construit à Luanda, qu'une nouvelle génération de formateurs et de chercheurs émerge. La France aidera à cette émergence.
Mais comment accélérer le rythme en matière de formation des hommes ? Les Angolais sollicitent des efforts de tous côtés et de tous ordres. La France va répondre aux besoins de l'Angola, et c'est la raison pour laquelle je vous annonce, qu'avec le Président DOS SANTOS, nous avons décidé de créer une « Fondation France-Angola pour les Générations Futures » qui réunira les financements du secteur public et du secteur privé au service de la formation des Angolais. C'est un mécanisme novateur et moderne, fondé sur le respect mutuel, qui va contribuer au développement de l'extraordinaire potentiel de l'Angola.
Les Angolais cheminent maintenant vers la démocratie. Ils savent aujourd'hui, en Afrique comme ailleurs, que la légitimité politique garantit la cohérence de la nation. Et ils savent que le seul moyen de gagner la légitimité, c'est la voie des urnes. Comme me l'a expliqué le Chef de l'Etat angolais, il y a un rythme, ce rythme il est contraint par les traumatismes subis par le pays. La réconciliation a d'abord pris corps dans un gouvernement d'union en 2002 £ les élections législatives de septembre prochain marqueront une nouvelle étape dans une vie politique apaisée. Et puis il y aura des élections présidentielles et j'ai fortement encouragé le Chef de l'Etat angolais sur ce chemin.
Les Angolais entendent décider de leur destin, il est normal qu'ils diversifient leurs partenaires. Simplement, nous leur avons dit que nous allons les accompagner dans cette voie, à un moment décisif de leur histoire. Je peux vous dire que les malentendus entre l'Angola et la France appartiennent à un passé totalement révolu et l'extension de votre lycée illustre l'audience de la France dans votre pays. Je saisis cette occasion pour saluer Madame Anna Paola DOS SANTOS, en lui disant que son époux et elle-même ont fait confiance à la France en inscrivant deux de leurs enfants dans ce lycée £ c'est un honneur pour nous et c'est le témoignage de l'excellence de nos enseignants que je veux remercier.
La France et l'Angola seront donc des partenaires, des amis, se respecteront et vont s'entraider.

Nous avons décidé, le Président DOS SANTOS et moi-même, d'échanger systématiquement nos points de vue sur toutes les crises du continent et d'essayer d'harmoniser les positions, qui sont d'ailleurs totalement les mêmes aujourd'hui de façon à reconnaître à l'Angola le poids politique qui est le sien.

Mes chers compatriotes,

Je sais qu'en faisant le choix de vous établir en Angola, vous avez consenti des sacrifices. Car les conditions de vie, disons qu'elles sont encore difficiles. Je sais que beaucoup d'entre vous souhaitent pouvoir y vivre avec leur famille. Je sais que Luanda est sans doute actuellement la ville où le coût de la vie est parmi les plus élevés dans le monde. Je pense notamment au logement.

C'est une raison pour vous confirmer les changements que j'ai promis pendant la campagne présidentielle, notamment concernant la scolarité de vos enfants.

Je le dis donc, ici même dans ce lycée français, parce que c'est vraiment quelque chose que j'ai dans mon coeur. Je ne comprendrais pas pourquoi scolariser mes enfants dans un établissement public, lorsqu'on est à l'étranger, cela devrait coûter cher, alors que lorsqu'on est en métropole, c'est gratuit. C'est une injustice. Il y a eu un débat à Paris, parce que les choses n'étaient pas faciles. Certains souhaitaient que l'on augmente le nombre des bourses. C'était un choix que je peux comprendre mais je ne l'ai pas voulu parce que je sais parfaitement qu'avec le système de bourses on est toujours trop riche pour en bénéficier et jamais assez pauvre pour être au rendez-vous. Autrement dit, quand il y a une augmentation on la paye toujours parce qu'on a suffisamment de moyens et quand il y a une allocation, c'est toujours pour les autres et jamais pour soi. J'ai donc préféré opter pour la gratuité totale, année après année. Nous allons commencer par la terminale. Je vous annonce que l'année prochaine, ce seront les classes de première. Et je rendrai gratuites toutes les années de scolarité jusqu'à la maternelle pour qu'il y ait égalité entre les Français de l'étranger et les Français de métropole. Alors on me dit : « mais pourquoi vous avez commencé par la terminale ? », si j'avais commencé par la maternelle on m'aurait dit : « pourquoi vous avez commencé par la maternelle ? ». D'abord, il fallait bien commencer par quelque chose, et j'ai pensé que c'était plus utile de commencer par l'année qui coûte le plus cher, et redescendre les unes après les autres pour remettre les gens à égalité.

Enfin, le deuxième changement que je souhaite vous confirmer, - et je le dis devant le sénateur des Français de l'étranger Jean-Pierre CANTEGRIT et le député Bernard CARAYON -, je souhaite que vous, les Français de l'étranger, vous puissiez être des citoyens français comme les autres. Vous votez pour des sénateurs, les sénateurs dits « de l'étranger ». Eh bien je souhaite que désormais, avec la réforme constitutionnelle, vous puissiez voter pour des députés. Nous allons créer des circonscriptions de l'étranger. La réforme est en cours. Il n'y a aucune raison qu'un citoyen français, sur le fait qu'il vive à l'étranger, ne puisse pas voter pour un député. Vous serez donc représentés par des députés et par des sénateurs, comme l'ensemble des citoyens de France.

Enfin, Mesdames et Messieurs, je voudrais vous dire que la France change. Parfois, cela se fait avec un petit peu de crispations, mais enfin. Grâce au service minimum, cela fonctionne ! Mais je voudrais que vous compreniez une chose : j'ai été élu pour porter le changement, j'ai été élu pour moderniser la France, j'ai été élu pour engager des réformes qui n'avaient pas été engagées par manque de courage depuis des décennies. Ces réformes, je les mettrai en oeuvre parce que c'est l'intérêt de notre pays, pour avoir davantage de croissance, pour connaître le plein-emploi et pour assurer la protection et la pérennité de notre système social. C'est un travail difficile, que nous menons avec le gouvernement tous les jours, mais c'est un travail que je mènerai à terme parce que c'est mon devoir. Et vous êtes bien placés, vous les Français de l'étranger, pour savoir que le monde bouge et que dans un monde qui bouge, la France ne peut pas rester immobile. La France ne peut pas dire aux Angolais : « ouvrez de nouvelles universités, investissez dans la formation, dans les technologies du futur, mettez-vous au travail », la France ne peut pas tenir ce discours et faire le contraire. Voilà pourquoi, j'ai besoin du soutien de tous les Français et bien sûr du soutien des Français d'Angola, pour expliquer aux Français de la métropole que le monde

bouge. N'hésitez donc pas à raconter ce que vous avez vu, et à en tirer la seule conclusion qui vaille : si le monde bouge, on ne peut pas rester immobile.
Merci à vous.